

Laval théologique et philosophique



Louis-André RICHARD, dir., *La nation sans la religion ? Le défi des ancrages au Québec*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2009, ix-207 p.

Nestor Turcotte

Volume 66, numéro 2, 2010

Gérard Siegwalt : une théologie en dialogue

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/044856ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/044856ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Faculté de philosophie, Université Laval

Faculté de théologie et de sciences religieuses, Université Laval

ISSN

0023-9054 (imprimé)

1703-8804 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Turcotte, N. (2010). Compte rendu de [Louis-André RICHARD, dir., *La nation sans la religion ? Le défi des ancrages au Québec*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2009, ix-207 p.] *Laval théologique et philosophique*, 66(2), 449–450. <https://doi.org/10.7202/044856ar>

Un ouvrage sobre, bien construit et conduit avec rigueur, qui reprend non seulement l'histoire de discussions ajournées, mais qui nous projette dans l'avenir de ce dialogue inachevé au moment où l'œcuménisme ne bénéficie plus du *kairos* qu'a représenté le Concile Vatican II.

Gilles ROUTHIER
Université Laval, Québec

Louis-André RICHARD, dir., **La nation sans la religion ? Le défi des ancrages au Québec**. Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2009, IX-207 p.

Cet ouvrage est un collectif d'auteurs majoritairement Québécois. Il a été rédigé sous la direction de Louis-André Richard, professeur de philosophie au Cégep Sainte-Foy et chargé de cours à la Faculté de philosophie de l'Université Laval. Il s'agit d'une contribution à l'effort de réflexion nécessaire pour définir l'identité québécoise et pour essayer de comprendre les problèmes des accommodements.

D'entrée de jeu, Louis-André Richard note que le Québec est entré lui aussi dans la mouvance de la modernité et cela, avec une rapidité étonnante. La séparation des pouvoirs politiques et des pouvoirs religieux s'est faite tout en douceur mais non sans une sorte d'effacement de l'identité religieuse. La religion, ayant longtemps été perçue souvent comme une idéologie tyrannique, semble vouloir faire place à une nouvelle idéologie, possiblement plus tyrannique, où la religion n'aurait plus sa place dans la sphère publique. Les croyances traditionnelles ont été remplacées par une certaine forme d'indolence, un hédonisme facile, un agnosticisme de bon aloi. Pour satisfaire le flot des immigrants, le Québec profond délaisse ce qui l'a façonné pour accommoder celui qui arrive. Selon le philosophe Richard, l'école devrait être ordonnée à la transmission de l'héritage culturel chrétien en tant que fondateur de notre identité actuelle et en tant que fondement de la rencontre avec l'autre dans ses différences.

L'ouvrage fait mention par la suite d'un entretien tenu à Paris en octobre 2008 entre Louis-André Richard et Pierre Manent. Ce dernier exprime bien la difficulté de cerner le sens humain de la nation. Selon lui, la nation est la forme politique la plus difficile à penser. Manent recourt alors aux vieux philosophes grecs, à Rousseau, à Fichte pour mieux cerner la question. Faisant référence à son livre *La raison des nations*, Manent affirme qu'il a essayé de réfléchir à la nation comme une organisation rationnelle. La mondialisation semble avoir fait disparaître les particularités nationales. La crise aidant, le monde va revenir vers une idée plus équilibrée des conditions de l'ordre humain. Les nations joueront toujours un rôle irremplaçable pour la vie commune. Les musulmans et les juifs ont de bonnes raisons d'apparaître dans leur spécificité mais les chrétiens ont tout aussi le droit de se faire voir, non seulement dans l'espace social des nations, mais parce qu'eux seuls sont reliés à l'histoire de la nation française dans sa continuité. Et eux seuls peuvent articuler la relation et avec les Juifs, et avec les musulmans. La transposition est facile à faire pour le Québec.

Qu'est-ce qu'un Québécois ? demande l'historien Denis Vaugeois. Le Québécois ou le Canadien français est celui qui partage le quotidien d'une société bien réelle que l'histoire a façonnée. Pour lui, nationalisme ethnique, nationalisme civique, nationalisme territorial sont des moments d'égarement. Quel que soit le prix à payer, le Canadien français ou le Québécois doit renouer avec son histoire nord-américaine et atlantique.

Dans un chapitre historiquement et culturellement bien étoffé, Sami Aoun parle des dangers et des risques de la ghettoïsation de la communauté musulmane en terre québécoise. En font foi certaines interventions musulmanes devant la commission Bouchard-Taylor, qui montrent un profond

désaccord avec les trois valeurs fondamentales du Québec : l'égalité entre homme et femme, la primauté du français et la séparation de l'État et de la religion. Le politicologue québécois d'origine libanaise espère qu'au terme de cette réalité qui façonne la modernité québécoise, un Islam rénové, dépolitisé et déjuridisé, apparaîtra dans un Québec laïc et interculturel.

L'Église catholique a été intimement liée à l'identité québécoise. Partant de la fondation du Canada et remontant jusqu'à nos jours, Louis Balthazar fait la démonstration que nos quatre cents ans d'histoire sont tricotés par la présence de l'Église catholique romaine. La Révolution tranquille a donné lieu à un rejet du catholicisme traditionnel et à la déchristianisation progressive du Québec. Le professeur de science politique souligne qu'une des causes de ce rejet tient sa source de la faiblesse doctrinale du catholicisme. L'abandon de la foi chrétienne catholique est moins un rejet du christianisme lui-même qu'une méconnaissance d'une religion mal apprise. Balthazar affirme qu'il est grand temps que le Québec reconnaisse ce qu'il y a eu de positif dans le rôle que l'Église a joué au cours de son histoire et que, dans les faits, le catholicisme a contribué largement à former notre identité nationale. Le Québec doit « s'accommoder raisonnablement », sans jamais renoncer à ses valeurs fondamentales qui ont présidé à l'existence d'une nation québécoise distincte en Amérique du Nord.

L'ancien ministre péquiste Joseph Facal porte un jugement sévère sur l'idéologie multiculturaliste qu'il juge être contre la nation québécoise. L'idéologie multiculturaliste divise le monde et chaque société en dominants et dominés, en oppresseurs et opprimés, reproduisant ainsi les postulats de base du marxisme d'antan, avec pour seule différence fondamentale l'apparition de nouvelles représentations de la figure de la victime. L'idéologie du multiculturaliste vise à promouvoir l'égalité. Et comme le bon peuple n'est pas apte à la réaliser, les idéologues travaillent à le programmer et à le rééduquer en vue de l'objectif poursuivi. L'école devient le moyen tout désigné pour atteindre cette fin. Ainsi donc, en passant par les programmes scolaires sans cesse remodelés, le nouveau citoyen égalitaire apparaît, laissant sur le carreau les tenants du vrai monde, attaché à une vision plus concrète, plus traditionnelle de lui-même. La dissolution de ce qui s'appelle ici le « nous » se fait par l'élargissement et l'accueil de toutes les options. Tout cela au nom d'une tolérance mal comprise. Les conclusions du rapport Bouchard-Taylor montrent bien les ravages apportés par le multiculturalisme. Les Québécois de souche francophone sont historiquement les plus ouverts à l'immigrant et à ses ajouts, mais la commission juge que les Québécois manquent d'ouverture, cultivent l'ignorance face à l'étranger, vivent sur des préjugés. Le Québec, étant toujours minoritaire dans un pays qui n'est pas le sien, pas étonnant que la majorité canadienne le trouve pas suffisamment ouvert à l'intégration des groupes culturels. Il est normal que les Québécois soient attachés à leurs valeurs et à leurs traditions. Et qu'ils fixent les règles du jeu. Les programmeurs de l'idéologie multiculturelle en viendront-ils à bout ? La réponse viendra le jour où les Québécois se comporteront en majorité sur une terre qui est la leur.

Le philosophe Thomas De Koninck clôt ces pages captivantes. Il rappelle l'origine et la dignité de la personne humaine, et le respect que chacun doit à sa propre conscience et à la conscience de l'autre. Dans ce contexte, la vieille notion de bien commun reste le meilleur moyen de réaliser l'idéal démocratique. Si ces deux mots — conscience et démocratie — en viennent à perdre leur sens, la barbarie ne sera pas loin.

Nestor TURCOTTE
Matane